

Cote du document: EB 2017/122/R.36  
Point de l'ordre du jour: 10 g)  
Date: 8 novembre 2017  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2018

### Note pour les représentants au Conseil d'administration

#### Responsables:

#### Questions techniques:

Bambis Constantinides  
Directeur du Bureau de l'audit et de la surveillance  
téléphone: +39 06 5459 2054  
courriel: c.constantinides@ifad.org

Deidre Walker  
Responsable d'audits  
téléphone: +39 06 5459 2162  
courriel: d.walker@ifad.org

Sangwoo Kim  
Responsable d'enquêtes  
téléphone: +39 06 5459 2427  
courriel: sangwoo.kim@ifad.org

#### Transmission des documents:

William Skinner  
Chef de l'Unité  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-deuxième session  
Rome, 11-12 décembre 2017

---

Pour: Confirmation

## Table des matières

I.	Introduction	1
II.	Stratégie d'AUTO pour 2018 et à moyen terme	1
A.	Risques auxquels le FIDA est exposé en 2017-2018	1
B.	Priorités d'AUTO pour 2018 et à moyen terme	3
III.	Activités d'assurance et de conseil de l'audit interne	4
A.	Tâches sélectionnées pour 2018	5
IV.	Activités d'enquête et de lutte contre la corruption	8
V.	Budget et ressources d'AUTO pour 2018	8
Annexe		
	Plan de travail pour 2018 et liste indicative des audits pour 2019	8

# Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2018

## I. Introduction

1. Le présent rapport expose le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance (AUO) pour 2018, ainsi que les renseignements de caractère général qui s'y rattachent. Le plan de travail, qui repose sur les résultats d'une évaluation des risques, a reçu l'aval du Président. Conformément à son mandat, le Comité d'audit peut soumettre des propositions au Président pour examen. La version finale du plan de travail sera soumise au Conseil d'administration, pour confirmation, à sa session de décembre 2017.
2. Le plan de travail est présenté au Comité d'audit avant la conclusion du processus budgétaire de 2018, de manière à ce que son volume et sa complexité puissent être dûment pris en compte dans l'établissement du budget d'AUO.

## II. Stratégie d'AUO pour 2018 et à moyen terme

### A. Risques auxquels le FIDA est exposé en 2017-2018

3. L'année 2017 a été caractérisée par des changements dans la présidence du FIDA et dans l'équipe de direction, ainsi que par le lancement d'une réforme des modèles opérationnel et financier du FIDA afin de rapprocher les processus décisionnels des activités du programme du Fonds et d'introduire de nouvelles modalités de financement plus complexes. Le processus de réforme en cours aux Nations Unies et la consultation sur la onzième reconstitution des ressources du FIDA ont contribué à l'élan de réforme, et leurs résultats pourraient aboutir à de nouvelles adaptations des procédures opérationnelles et des structures administratives à moyen terme. Ces évolutions et initiatives ont incité à porter un regard neuf sur où et comment le FIDA intervient et s'acquitte de son mandat. Les processus, les systèmes et les fonctions et responsabilités du personnel sont en cours d'évaluation et d'ajustement afin de satisfaire aux exigences du nouveau modèle opérationnel. Les efforts de réforme permettront d'améliorer le ciblage, l'efficacité et l'efficience des opérations du FIDA; cependant, la portée et l'ampleur des changements mettent davantage de pression sur l'environnement de contrôle. Des facteurs externes – tels que les défis inhérents à la mobilisation d'un volume beaucoup plus important de fonds et de ressources destinés à être investis dans les zones rurales, l'impact des taux d'intérêt très faibles offerts actuellement à la fois sur les revenus des placements et des prêts, et les menaces croissantes en matière de cybersécurité – créent un environnement de risque complexe pour le FIDA en 2018 et à moyen terme.
4. Parmi les risques potentiels identifiés et surveillés de près par l'intermédiaire des processus de gestion des risques institutionnels du FIDA figurent: la capacité des ressources humaines et financières à atteindre les résultats escomptés du programme; la capacité du modèle opérationnel du FIDA de répondre aux changements qui surviennent dans le paysage du développement; l'harmonisation des politiques, des procédures et des pratiques de gestion du FIDA en vue d'appuyer efficacement le changement prévu en faveur d'un modèle opérationnel plus décentralisé et axé sur les pays; et la sauvegarde des ressources humaines et financières ainsi que la continuité des opérations en raison des menaces accrues pesant sur la sécurité et la cybersécurité. Les risques de non-respect des clauses des accords de prêt, de fraude et de corruption figurent toujours sur le registre des risques institutionnels.

5. Dans ce contexte général, l'évaluation annuelle des risques menée par AUO<sup>1</sup> a identifié les principaux domaines suivants comme présentant des risques susceptibles de compromettre la réalisation des objectifs stratégiques du FIDA à court et à moyen terme.
- Ajustement de la capacité de gestion et des procédures de contrôle pour répondre à l'élargissement de la portée et de la nature des processus opérationnels et à la délégation accrue des pouvoirs. Les risques accrus identifiés par AUO sont associés à une plus grande décentralisation des décisions concernant la gestion des programmes et des bureaux de pays, à l'élargissement du traitement interne des placements et des transactions en devises et à la transition prévue vers un cadre financier et de financement plus complexe. La capacité des structures actuelles du FIDA de répondre à ces évolutions et celle de la direction d'identifier et d'adopter les changements nécessaires seront un facteur de réussite central en vue de la préparation à la réforme organisationnelle.
  - Utilisation efficace des ressources du budget administratif. Il est essentiel que les ressources mises à la disposition du Fonds soient utilisées de la manière la plus efficace possible en vue de mener à bien à la fois un programme de travail en expansion et des changements organisationnels ambitieux. Les commentaires d'AUO concernant les risques font spécifiquement référence aux coûts et à l'utilisation des services de consultants et aux frais liés aux déplacements du personnel, des domaines qui absorbent une part importante du budget administratif.
  - Utilisation efficace du financement des programmes. La passation des marchés de biens et de services financés au titre des projets, un processus qui concerne plus de la moitié du financement des projets du FIDA, a fait l'objet d'une attention particulière de la part d'AUO au cours de ces dernières années. Toutefois, ce domaine reste exposé à des risques élevés en ce qui concerne la capacité de contrôle du FIDA, l'environnement dans lequel les activités financées par le FIDA ont lieu et la dépendance à l'égard des systèmes nationaux de passation des marchés. La lenteur ou les retards dans le décaissement des financements approuvés ont également été considérés comme des aspects ayant un impact négatif sur l'efficacité de l'utilisation des financements du FIDA.
  - Risques financiers et d'atteinte à la réputation associés aux partenariats. Cela s'applique aux bénéficiaires de financements du FIDA, aux cofinanceurs et à d'autres types de partenaires, et plus particulièrement au processus relatif au devoir de précaution qui précède les accords de prêt et de partenariat avec des entités du secteur privé et des organismes sans but lucratif.
  - Adéquation des garanties d'actifs: La sécurité des réseaux reposant sur des technologies de l'information (TI), les données et les contrôles des transactions électroniques sont de plus en plus menacés par des activités frauduleuses externes. L'utilisation croissante des systèmes du FIDA à partir d'emplacements hors du siège et par des utilisateurs qui ne sont pas membres du personnel du FIDA, et la délégation de davantage de pouvoirs, contribuent à un niveau élevé d'exposition aux risques dans ce domaine.

---

<sup>1</sup> Le processus d'évaluation des risques d'AUO prend en considération le contexte général de risque tel qu'évalué par AUO et consigné dans le registre des risques institutionnels du FIDA, le coût et l'impact des procédures, des fonctions et des activités opérationnelles sur les ressources du FIDA et sur les principaux résultats de l'institution, et les commentaires formulés par la direction dans le cadre d'entretiens. AUO s'appuie sur son expérience en matière de vérification et d'enquête pour comprendre dans quels cas la faiblesse des contrôles internes et des pratiques de gestion pourrait avoir joué un rôle dans les dossiers d'enquête.

6. L'évaluation des risques d'AUO a également révélé d'importants risques réels ou perçus dans les domaines suivants, dus dans certains cas à la nature ou à l'importance des processus, ce qui les expose à des risques intrinsèques plus élevés indépendamment des circonstances ou des événements actuels:
- La mise en place du Portail client du FIDA, qui permet pour la première fois de mettre des capacités décentralisées de traitement des demandes de retrait des fonds provenant des dons et des prêts à la disposition des clients extérieurs du FIDA, mais accroît également potentiellement le degré d'exposition du système financier du FIDA à des parties externes.
  - Les processus de sélection des membres du personnel et des consultants, y compris en ce qui concerne le redéploiement du personnel.
  - Le processus de conception des projets, du point de vue de l'efficacité et de la rapidité, y compris la gestion de la réserve de projets et le recours à des services consultatifs en matière d'appui technique.
  - Les processus de l'institution de budgétisation et de planification, concernant notamment la coordination, des chevauchements potentiels ou des périodes irrégulières de surcharge de travail qui pourraient avoir une incidence sur la qualité du travail accompli.

## B. Priorités d'AUO pour 2018 et à moyen terme

7. AUO vise à offrir des services compétents, efficaces, fiables et indépendants en termes d'assurance et de conseil en vue de contribuer dans une large mesure à la prévention des pratiques irrégulières dans le cadre des activités et opérations du FIDA et de donner suite rapidement et efficacement aux allégations d'irrégularités. AUO vise à apporter une valeur ajoutée par le biais de ses contributions. Les activités prioritaires d'AUO sont ainsi déterminées en fonction d'une évaluation annuelle des risques dans les domaines suivants: efficacité de l'utilisation des ressources financières et humaines; conformité au cadre réglementaire applicable; intégrité des informations présentées; et efficacité des processus opérationnels.
8. Sur la base des priorités institutionnelles et des risques identifiés pour 2018, les audits d'AUO resteront axés sur l'efficacité des processus internes et relatifs aux projets, dans le contexte de l'accroissement de la décentralisation et de la délégation des pouvoirs décisionnels, et sur l'optimisation de l'utilisation des ressources. Dans ce contexte, AUO visera à:
- couvrir les domaines exposés à des risques élevés par le biais de vérifications, de conseils, d'activités préventives de sensibilisation et d'enquêtes;
  - apporter en temps utile une contribution pertinente aux principaux efforts d'amélioration déployés à l'échelle institutionnelle, et notamment tirer des enseignements de la comparaison avec des expériences internes et externes et d'autres sources;
  - conclure toutes les enquêtes hautement prioritaires dans les six mois à compter du moment où la plainte a été reçue par AUO, ou plus rapidement si des exigences opérationnelles ou autres le justifient;
  - défendre activement les principes d'intégrité et les valeurs du FIDA, tant au sein de l'organisation qu'en dehors, et contribuer efficacement aux efforts visant à éradiquer la corruption dans le cadre des activités financées par le Fonds.
9. AUO continuera à évaluer ses capacités et à les renforcer de manière à pouvoir s'acquitter de sa mission centrale, par le biais de processus d'autoévaluation et d'évaluation externe indépendante. À cet effet, une évaluation externe indépendante de la qualité sera conduite fin 2017 ou début 2018 sur la fonction d'audit interne.

10. AUO continuera de coopérer étroitement avec les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, d'autres organisations des Nations Unies et des institutions financières internationales (IFI) aux fins de la mise en œuvre d'initiatives à l'échelle du système des Nations Unies ou de missions spécifiques. AUO s'emploiera à établir des partenariats avec des organisations non gouvernementales, des organismes de lutte contre la corruption, des entités des Nations Unies et des IFI et à les développer, lorsqu'ils sont susceptibles d'être mutuellement avantageux pour le FIDA et ses partenaires du développement.

### III. Activités d'assurance et de conseil de l'audit interne

11. La sélection des missions de vérification est déterminée par AUO en mettant en corrélation les résultats de l'évaluation des risques et l'univers d'audit du FIDA, défini comme la liste exhaustive de toutes les procédures, fonctions ou unités opérationnelles du FIDA soumises aux vérifications d'AUO. Outre les facteurs de risque, AUO prend en considération les évaluations ou examens organisationnels, en cours ou prévus, susceptibles d'introduire des changements dans un domaine, le temps écoulé depuis la dernière vérification du domaine, la possible concentration des vérifications dans un seul domaine, les événements, les dates butoirs ou d'autres priorités du Fonds, et les possibilités de travailler avec d'autres fonctions de vérification interne des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome.
12. Les vérifications proposées pour 2018 sont décrites plus en détail ci-dessous et sont accompagnées des domaines de risque qu'elles visent à traiter. Dans les cas où des vérifications ne sont pas proposées malgré les risques apparus dans le cadre de l'évaluation des risques d'AUO, AUO a identifié d'autres façons de lutter contre les principaux risques ou d'en assurer le suivi.
- Le FIDA s'emploie à adopter les ajustements nécessaires en matière de contrôles des capacités et des processus de gestion en vue de répondre à l'élargissement de la portée et de la nature des processus opérationnels et à la délégation accrue des pouvoirs et de renforcer l'état de préparation grâce à l'initiative d'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx). Cette initiative vise à: identifier des moyens d'améliorer le taux de décaissement du FIDA; travailler de façon plus efficace et efficiente pour ce qui est de la conception des projets, de l'appropriation des projets par les emprunteurs et de la rapidité d'approbation; renforcer la concertation sur les politiques avec les parties prenantes; accélérer le rythme de la décentralisation; interagir avec les parties prenantes de façon plus stratégique. En outre, des groupes de travail sur les résultats du Sondage mondial du personnel examinent actuellement des domaines clés en vue de leur révision et de leur amélioration y compris la planification stratégique des effectifs, le renforcement de la performance, le recrutement et la conciliation travail-vie. Le groupe de travail sur la conception des projets a examiné les processus de conception des projets, y compris les procédures visant à faciliter un démarrage rapide des projets et les procédures d'examen interne de la qualité, tandis que le groupe de travail sur la décentralisation se consacre spécifiquement au processus de décentralisation budgétaire. De par leur nature, ces efforts porteront également sur la nécessité d'adopter des processus efficaces et d'optimiser les ressources du budget administratif.
  - Des efforts visant à assurer une utilisation efficace des financements du FIDA destinés à l'investissement sont en cours, notamment par le groupe de travail sur les projets dont les résultats ont servi à identifier des actions permettant d'améliorer les taux de décaissement et à formuler des propositions pour la création de nouveaux instruments de financement.
  - La protection des informations et de la structure informatique du FIDA a fait l'objet d'une vérification interne sur la sécurité des TI en 2016 et AUO

continuera d'assurer un suivi en surveillant la mise en œuvre des recommandations pertinentes. Par ailleurs, le FIDA est actuellement soumis à un processus de certification externe de son système de transfert électronique (le réseau SWIFT) afin de veiller à ce qu'il réponde aux plus hautes normes applicables dans le secteur.

13. Outre ces actions, AUO conserve le statut d'observateur au sein des principaux comités de contrôle administratif dans les domaines des opérations (Comité de gestion des opérations), des finances (Comité consultatif pour les questions financières et de placement), de la gestion des risques (Comité de gestion des risques), de la passation des marchés (Comité d'examen des contrats) et des initiatives de développement des techniques d'information et de communication (Comité sur la gouvernance des techniques de l'information). Cela permet à AUO de fournir des conseils sur la prise en considération des risques et d'avoir une meilleure vision des processus décisionnels.
14. Le bien-fondé du choix de chaque tâche inscrite dans le plan de travail pour 2018 est expliqué dans chacune des rubriques ci-après. Deux domaines provisoires identifiés dans le plan de travail de 2017 – les problèmes transversaux communs aux audits des bureaux de pays et des programmes de pays, et la sélection des bénéficiaires de dons – ont été confirmés après réévaluation durant le processus de planification qui a eu lieu cette année. Une vérification des dispositifs destinés à assurer la continuité des activités de SWIFT a été initialement reportée à 2018 en raison de la décision prise par SWIFT d'entreprendre un processus de certification pour tous ses utilisateurs. Le processus de certification du FIDA se déroule à la fin de 2017. AUO a reconsidéré la nécessité d'une telle vérification en 2018 et, étant donné que la certification est délivrée par des experts externes, ne considère plus ce domaine comme présentant un risque élevé. AUO surveillera néanmoins les risques associés à SWIFT à mesure de son évolution et assurera un suivi des résultats de la certification.
15. Chaque audit commencera par une évaluation détaillée des risques afin d'identifier la portée et les objectifs de l'audit. Parfois, cette phase pourra entraîner le report ou l'annulation d'un audit en raison de changements survenus sur le plan institutionnel, de l'évolution des priorités ou d'autres facteurs découlant de la définition du plan d'audit. Le Comité d'audit sera informé de ces éventuelles évolutions par le biais de rapports périodiques sur le plan de travail d'AUO. Comme les années précédentes, AUO n'allouera pas tout le temps disponible consacré aux vérifications à des missions spécifiques afin de permettre plus de souplesse dans la gestion des risques et des requêtes qui pourraient survenir, et de s'adapter à des complexités imprévues ou à la nécessité d'élargir la portée d'une vérification en cours.

#### A. Tâches sélectionnées pour 2018

- Bureaux de pays et programmes de pays. Après l'achèvement du plan d'audit de 2017, le nombre de bureaux de pays vérifié par AUO au cours des trois dernières années s'élèvera à 18. La couverture de la vérification restera élevée en 2018 et AUO vérifiera de nouveau six bureaux de pays et leurs programmes de pays respectifs. Les vérifications se concentreront tout particulièrement sur les contrôles fiduciaires des passations de marché et de la gestion financière des projets pour les programmes de pays, en plus des aspects liés à la gestion des ressources humaines, tels que le recours à des consultants et des personnels temporaires, le recrutement et la formation du personnel et les mécanismes de contrôle. Les bureaux de pays et les programmes de pays à vérifier seront déterminés par le biais d'un processus de sélection distinct qui sera finalisé au début de 2018, sur la base de données à jour, de concert avec le Département gestion des programmes et la Division des services de gestion financière. Ces vérifications permettront de contribuer à

faire face aux risques inhérents à l'élargissement de la portée et de la nature des processus opérationnels et à la délégation accrue de l'autorité ainsi qu'à une utilisation efficace des ressources administratives et des financements des programmes.

- Conclusions de portée générale issues des audits 2017 de programmes de pays et suivi de l'audit du processus de passation de marché dans les projets. En 2018, AVO se concentrera initialement sur un rapport d'audit axé sur les problèmes institutionnels transversaux relatifs à la décentralisation et à la supervision de la gestion financière et des passations de marchés dans les projets, comme identifié dans les audits des bureaux et des programmes de pays achevés en 2017 ou depuis le dernier rapport de portée générale. En outre, AVO utilisera les conclusions tirées de ces audits pour assurer le suivi des recommandations formulées dans son audit de 2014 sur les passations de marchés dans le cadre des projets. Le rapport mettra en évidence les bonnes pratiques observées en matière de gestion des contrôles fiduciaires des programmes de pays et se penchera sur les problèmes nécessitant une approche organisationnelle plus large. Cet audit fournira à la direction un aperçu des risques associés à une utilisation efficace des ressources administratives et du financement des programmes, ainsi que des recommandations pour y faire face.
- Sélection des bénéficiaires de dons. En 2017, AVO a achevé une vérification de la gestion fiduciaire des dons accordés par le FIDA axée notamment sur les contrôles fiduciaires de base des dons octroyés au titre de la Politique du FIDA en matière de dons établie en 2015. AVO va maintenant évaluer plus précisément la pertinence et la conformité des contrôles relatifs au processus de sélection des bénéficiaires de dons. Bien que la Politique en matière de dons et les procédures de mise en œuvre exigent une sélection concurrentielle, l'évaluation des risques d'AVO fait état de préoccupations concernant la qualité et la rigueur des processus concurrentiels et le devoir de précaution pour ce qui concerne les bénéficiaires sélectionnés, compte tenu de la nécessité d'éviter les conflits d'intérêts réels ou perçus et d'assurer une utilisation appropriée et efficace des dons ainsi que la réussite de leur exécution. Un processus rigoureux de sélection des bénéficiaires de dons est essentiel pour atténuer les risques d'utilisation inefficace des dons, préserver la réputation du FIDA et ses partenariats, et abaisser les coûts engendrés par la nécessité de remédier à des situations de piètre qualité ou à des conflits d'intérêts après le décaissement. La portée de cette vérification pourrait être élargie de façon à inclure les processus relatifs au devoir de précaution appliqués à d'autres partenariats institutionnels.
- Contrôle et supervision des placements et des transactions en devises. Depuis la dernière vérification de ce domaine en 2014, la part du portefeuille de placements gérée à l'interne a augmenté et représente aujourd'hui plus de la moitié de la totalité. En outre, l'exécution des opérations de conversion de devises a été internalisée, ce qui ajoute à la charge de travail de la Division des services de trésorerie. Des contrôles rigoureux de l'organisation, des processus et des TI sont essentiels pour permettre au FIDA de protéger adéquatement ses ressources financières. Alors que certains des principaux mécanismes de contrôle dans ce domaine sont vérifiés chaque année dans le cadre des déclarations de la direction sur les contrôles en matière de communication financière, AVO évaluera plus largement la pertinence des contrôles internes concernant le traitement des placements et des opérations de change. Cet audit contribuera à traiter les risques associés à l'élargissement de la portée et de la nature des responsabilités et des processus financiers ainsi que l'adéquation des garanties d'actifs financiers.



- Analyse de l'utilisation et de la gestion des consultants. Le recours à des consultants, élément fondamental du modèle opérationnel du FIDA, représente la deuxième plus grande dépense administrative après les frais de personnel. Une version révisée et consolidée des règles et procédures relatives aux ressources humaines hors personnel et aux consultants a été publiée par la Division des ressources humaines en juillet 2015. La direction a exprimé des préoccupations dans de nombreux services du Fonds concernant les niveaux d'honoraires, les conflits d'intérêt, la responsabilisation et la qualité des consultants. Cette vérification se concentrera sur l'utilisation de données analytiques pour identifier les tendances et les anomalies relatives au recours à des consultants en vue d'identifier et d'atténuer les risques associés à l'utilisation efficace des ressources du budget administratif.
  - Vérification du contrôle interne de l'information financière. AUO vérifiera indépendamment les principaux contrôles internes appliqués à l'information financière afin d'étayer la déclaration annuelle de la direction sur l'efficacité de ces contrôles, en relation avec les états financiers de 2017. AUO travaillera directement avec le Commissaire aux comptes du FIDA, de manière à ce que celui-ci puisse utiliser ces travaux lorsqu'il fournira son opinion relative à la déclaration de la direction. AUO effectuera la vérification finale du contrôle pour les états financiers de 2017 en février/mars 2018 et entreprendra la phase de tests préliminaires pour les états financiers de 2018 en octobre/novembre 2018.
  - À déterminer. AUO conservera un espace dans son plan de travail pour des vérifications supplémentaires et des examens de portée limitée à déterminer en fonction des risques émergents, de l'évolution des priorités et d'éventuelles possibilités de collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, ainsi qu'en fonction des ressources d'AUO. S'agissant de la mise en service du Portail clients, les risques et les contrôles qui s'y rapportent seront traités dans le cadre d'examens consultatifs ou ciblés, adaptés aux divers stades de déploiement du dispositif et aux mesures de gestion des risques mises en place par la direction.
16. AUO continuera à conduire les audits récurrents qui portent sur la certification des dépenses du siège que l'État italien doit rembourser et sur les dépenses du Bureau du Président et du Vice-Président, y compris la résidence officielle.
  17. L'évaluation des risques conduite par AUO a fait apparaître un certain nombre d'autres domaines d'audit au sujet desquels AUO a jugé que, faute de temps et de ressources ou du fait de la situation actuelle du domaine considéré, l'audit pourrait commencer en 2019 ou fin 2018. Ces audits pourront être avancés à 2018 en cas d'accroissement des risques ou si le temps le permet. Une liste indicative des audits pour 2018/19 est fournie dans le tableau en annexe à ce rapport.
  18. Outre son rôle d'observateur au sein des comités de gestion, AUO continuera d'effectuer des examens consultatifs spécifiques à la demande de la direction et à fournir des commentaires de haut niveau sur les projets de politiques et de procédures. AUO continuera d'exercer un suivi actif des recommandations d'audit en attente d'application, et d'en rendre compte, et aidera la direction à déterminer les mesures d'amélioration et de redressement qu'il conviendra d'adopter. En outre, AUO pourra être tenu de consacrer du temps à la mise en œuvre des éventuelles recommandations tirées de son évaluation externe de la qualité, qui devrait avoir lieu en décembre 2017 ou janvier 2018. Ces activités seront réalisées en parallèle des activités régulières d'amélioration de la qualité, qui font partie intégrante des fonctions d'audit. Enfin, AUO continuera d'établir et de maintenir des liens étroits avec les responsables des fonctions de contrôle des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, ceux de l'ensemble du système des Nations Unies et ceux d'autres IFI.

## IV. Activités d'enquête et de lutte contre la corruption

19. En 2018, la Section des enquêtes d'AUO continuera de s'attacher en priorité à enquêter sur les allégations reçues, en temps opportun.
20. En vue d'atténuer l'exposition à des pratiques irrégulières, telles que celles relevées dans les passations de marchés dans le cadre des projets, AUO entreprendra des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités visant à prévenir, identifier et atténuer les pratiques irrégulières dans les activités financées par le FIDA. Il s'agit notamment d'un module d'apprentissage en ligne sur la lutte contre la corruption élaboré par AUO qui sera mis à la disposition de tous les membres du personnel du FIDA en 2018. Par ailleurs, AUO mettra en place des techniques et des outils visant à renforcer chez les parties prenantes les capacités et la confiance nécessaires pour traiter des questions relatives à des pratiques irrégulières par le biais de l'académie des opérations récemment créée par le FIDA; des formations initiales destinées aux membres du personnel; des réunions, des activités de formation et des ateliers institutionnels; des ateliers régionaux; et des ateliers de démarrage de projet. AUO mettra davantage l'accent sur la lutte contre la fraude et la corruption en adoptant une approche plus proactive, notamment en partageant les leçons tirées des enquêtes avec les divisions du FIDA concernées et en leur fournissant des conseils. Tous sera fait pour assurer une diffusion appropriée de ces activités au niveau des bureaux de pays et des pôles régionaux compte tenu du processus de décentralisation en cours.
21. AUO continuera de s'employer à établir et maintenir des partenariats externes avec d'autres IFI et organisations internationales et avec les organismes nationaux de lutte contre la corruption, lorsqu'ils sont susceptibles d'être mutuellement avantageux pour le FIDA et ses partenaires du développement.
22. En 2018, AUO envisage d'entreprendre un examen de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations en vue de renforcer la politique dans la lignée de l'évolution de l'environnement et d'intégrer les meilleures pratiques mises en place dans d'autres organismes des Nations Unies et IFI.

## V. Budget et ressources d'AUO pour 2018

23. Les effectifs dont disposera AUO en 2018 sont présentés dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1  
**Personnel d'AUO**

2017	2018
• Directeur	• Directeur
• Assistant administratif (0,5 équivalent temps plein)	• Assistant administratif (0,5 équivalent temps plein)
• Responsable d'audits	• Responsable des audits
• Vérificateur principal	• Vérificateur principal
• Analyste affecté aux audits et aux enquêtes	• Chargé d'audits
• Assistant d'audits	• Assistant d'audits
• Responsable d'enquêtes	• Responsable des enquêtes
• Chargé d'enquêtes	• Chargé d'enquêtes
• Assistant d'enquêtes	• Chargé d'enquêtes
	• Assistant d'enquêtes

24. En 2018, les effectifs d'AUO seront renforcés grâce à l'ajout d'un nouveau poste de chargé d'enquêtes. AUO continuera de recourir à des experts externes pour traiter des questions spécifiques ou locales/régionales nécessitant des compétences linguistiques spécifiques tant pour la réalisation des enquêtes que pour les audits au niveau des projets portant sur les passations de marchés et la supervision financière. La charge de travail et le recours à l'expertise externe, en particulier pour les enquêtes, sont imprévisibles, de sorte qu'une demande de ressources financières additionnelles pourrait être, si nécessaire, présentée en cours d'année, comme lors des années précédentes. Il convient de noter que la direction a toujours fourni à AUO les ressources supplémentaires demandées.
25. Le champ couvert par les audits qui est proposé dans le plan de travail est tributaire de la disponibilité de la totalité des ressources en personnel d'AUO affectées à l'audit en 2018. Les procédures de recrutement d'un chargé d'audits et d'un chargé d'enquêtes seront entamées le plus tôt et le plus vite possible, afin de s'assurer que les effectifs sont au complet dès le début de 2018. AUO s'efforcera d'étendre le champ couvert par l'audit en utilisant des ressources budgétaires hors personnel, sans perdre de vue toutefois que la gestion efficace des ressources externes est subordonnée aux capacités et à la disponibilité du personnel.
26. Le budget d'AUO proposé pour 2018 s'élève à 2,12 millions d'USD, contre environ 1,84 million d'USD en 2017, hors montants alloués par la suite pour couvrir des besoins supplémentaires. Le montant du budget hors personnel d'AUO qui est proposé pour 2018 s'élève approximativement à 450 000 USD, contre 364 000 USD en 2017.

# Plan de travail pour 2018 et liste indicative des audits pour 2019

<i>Activités d'AUDO prévues en 2018</i>	<i>Journées de travail estimées</i>
<b>Activités d'audit interne</b>	<b>867</b>
<b>1. Missions d'assurance</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Achèvement des missions de 2017</li> <li>• Audits des bureaux de pays et des programmes de pays (6): accent mis sur les aspects fiduciaires et la gestion et supervision des ressources humaines</li> <li>• Conclusions de portée générale sur la gestion fiduciaire des projets et suivi de l'audit 2014 de la passation de marchés dans les projets</li> <li>• Processus de sélection des bénéficiaires de dons: adéquation des contrôles relatifs au devoir de précaution et conformité du processus avec ces contrôles</li> <li>• Contrôle et supervision des placements et des transactions en devises</li> <li>• Utilisation et gestion des consultants</li> <li>• Vérification du contrôle interne de l'information financière (vérification finale 2017 et vérification préliminaire 2018)</li> <li>• Dépenses du Bureau du Président afférentes à 2017 (activité récurrente)</li> <li>• Dépenses à la charge de l'État italien (activité récurrente)</li> <li>• Tâches à déterminer (y compris les options de portée limitée)</li> </ul>	
<b>2. Activités de conseil</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribution aux efforts institutionnels et participation aux réunions des comités de gestion en qualité d'observateur</li> <li>• Tâches à déterminer (y compris les options de portée limitée)</li> </ul>	
<b>3. Liste indicative des audits pour 2018-2019</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place du Portail client du FIDA</li> <li>• Contrôle et supervision des frais de déplacement</li> <li>• Conclusions de portée générale issues des audits des fonctions de gestion et de supervision des ressources humaines des bureaux de pays</li> </ul>	
<b>Activités d'enquête</b>	<b>867</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enquêtes</li> <li>• Actions de sensibilisation et de renforcement des capacités en matière de lutte contre la corruption</li> </ul>	
<b>Gestion et renforcement des capacités du Bureau</b>	<b>280</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Représentation du Bureau et activités de sensibilisation à l'occasion de réunions internes et externes</li> <li>• Maintenance et développement d'outils d'appui aux audits et aux enquêtes</li> <li>• Recrutement, formation, évaluation et perfectionnement du personnel</li> <li>• Gestion et administration du Bureau</li> </ul>	